



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET de LOIR-ET-CHER

ARRÊTÉ n°
instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise
des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel
ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

sur la commune de Chémery

Le Préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu l'étude de dangers du transporteur GRT Gaz en date du 18 juin 2014 ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, en date du 17 août 2016;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Loir-et-Cher le 22 septembre 2016;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée (1) au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Chémery Code INSEE : 41 049

GAZ NATUREL

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le
transporteur :
GRT GAZ
Immeuble Bora
6 rue Raoul Nordling

Ouvrage(s) traversant la commune

	Type	Influence	Description	PMS (bars)	DN	Longueur (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
								SUP 1	SUP 2	SUP 3
16	CA	traversant	DN600-1997-CHEMERY_ SOINGS-EN-SOLOGNE	80,0	600	1 230,18	ENTERRE	270,00	5,00	5,00
14	CA	traversant	DN450-1969-GENNETEIL_ _CHEMERY	80,0	450	900,83	ENTERRE	185,00	5,00	5,00
14	CA	traversant	DN450-1969-GENNETEIL_ _CHEMERY	80,0	500	3,75	ENTERRE	210,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1968-CHEMERY_ MERY-SUR-CHER	80,0	600	2 510,99	ENTERRE	270,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1968-CHEMERY_ MERY-SUR-CHER	80,0	700	3,90	ENTERRE	330,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1981-CHEMERY_ SOINGS-EN-SOLOGNE	80,0	600	685,56	ENTERRE	270,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1981-CHEMERY_ SOINGS-EN-SOLOGNE	80,0	700	4,60	ENTERRE	330,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1989-CHEMERY_ MERY-SUR-CHER	80,0	600	2 083,65	ENTERRE	270,00	5,00	5,00
14	CA	traversant	DN400-1987-CHEMERY_ SOINGS-EN-SOLOGNE	150,0	400	694,95	ENTERRE	230,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1993-CHEMERY_ _CERE-LA-RONDE	100,0	700	4,60	ENTERRE	375,00	5,00	5,00
16	CA	traversant	DN600-1997-CHEMERY_ SOINGS-EN-SOLOGNE	80,0	750	6,77	ENTERRE	360,00	5,00	5,00
18	CA	traversant	DN800-2000-CHEMERY_ ROUSSINES	80,0	800	7 497,09	ENTERRE	390,00	5,00	5,00
19	CA	traversant	DN900-1998-2001-CHERRE_ _CHEMERY	80,0	900	770,82	ENTERRE	455,00	5,00	5,00

16	CA	traversant	DN600-1993-CHEMERY _CERE-LA-RONDE	100,0	600	4 073,45	ENTERRE	305,00	5,00	5,00
----	----	------------	--------------------------------------	-------	-----	----------	---------	--------	------	------

Ouvrage(s) ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

	Type	Influence	Description	PMS (bars)	DN	Implantation	Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
							SUP 1	SUP 2	SUP 3
16	CA	impactant	DN600-1993-CHEMERY _CERE-LA-RONDE	100,0	600	ENTERRE	305,00	5,00	5,00
19	CA	impactant	DN900-1998-2001-CHERRE _CHEMERY	80,0	250	ENTERRE	85,00	5,00	5,00
19	CA	impactant	DN900-1998-2001-CHERRE _CHEMERY	80,0	600	ENTERRE	270,00	5,00	5,00
19	CA	impactant	DN900-1998-2001-CHERRE _CHEMERY	80,0	900	ENTERRE	455,00	5,00	5,00

Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

	Type	Influence	Description					Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
								SUP 1	SUP 2	SUP 3
15	IA	impactant	SASSAY					45,00 *	7,00	7,00

(*) NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Installations annexes situées sur la commune : Néant

Article 2

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de Loir-et-Cher et adressé au maire de la commune de Chémery.

Article 6

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loir-et-Cher, le Maire de la commune de Chémery, le Directeur Départemental des Territoires de Loir-et-Cher, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRT GAZ.

Fait à Blois, le 7 NOV. 2016



Yves LE BRETON
Yves LE BRETON

(1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la Préfecture de Loir-et-Cher*
- la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire*
- la mairie concernée ou l'établissement public compétent.*

Cf. délais et voies de recours page suivante

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, l'intéressé peut introduire l'un des recours suivants :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Loir-et-Cher, BP 40299 -41006 BLOIS CEDEX ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'environnement, Grande Arche, Tour Pascal A et B
92055 Paris-La-Défense Cedex ;
- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'ORLEANS, 28 rue de la Bretonnerie - 45 057 ORLEANS CEDEX 1.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLEANS peut être formé dans les deux mois suivant la notification du rejet.

Sans réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois, il y a rejet implicite, et le tribunal peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai de deux mois.

Les recours doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses

